

Unis ne les a pas diminués. Les développements financiers de ces deux incidents et leur répercussion sur le change ne se traduiront — si tant est qu'ils se produisent — que progressivement dans un avenir plus ou moins lointain. En attendant, il faut régler nos importations et couvrir, comme à l'ordinaire, nos achats à livrer. Il est même curieux d'enregistrer des demandes aussi importantes que dans les périodes précédentes pour des couvertures en anticipation de contrats nouveaux. Ce fait tendrait à prouver qu'on ne croit pas beaucoup à l'efficacité soutenue du blocus allemand. En revanche, les devises ennemies ont subi, sur tous les marchés neutres, une dépréciation dont il ne faut pas exagérer la portée, mais qui n'en traduit pas moins un profond discrédit. Le 5 février, le mark est tombé à 0,80 à Genève et la couronne autrichienne à 0,50; le même jour, la devise Berlin a baissé, à New-York, jusqu'à 65 cents pour 4 marks.

A Paris, la semaine clôture sur des cours sensiblement aux mêmes niveaux que le 31 janvier. La livre sterling et le dollar n'ont présenté, dans la huitaine, aucun changement; le chèque sur Londres reste à 27.79, et le câble New-York à 5.83 1/2. La journée du 5 février, où a été connue la rupture diplomatique des Etats-Unis et de l'Allemagne, a, cependant, été beaucoup plus facile que les précédentes; malgré de fortes demandes, la compensation s'est faite sans difficulté. On escomptait, dans certains milieux, que les banques américaines apporteraient, les jours suivants, un concours plus actif au marché. Elles n'ont fait ni plus ni moins qu'à l'ordinaire, et cela est très compréhensible. Le régime d'instabilité créé aux Etats-Unis par le geste de M. Wilson les oblige à une grande réserve. La crainte de complications plus graves, que le simple renvoi d'un ambassadeur, a porté un certain trouble sur le marché financier américain, d'autant que la réceptivité de celui-ci est fortement augmentée par la tension spéculative résultant des conditions anormales dans lesquelles la guerre européenne l'a placé. Dans ces conditions, il est naturel que les banques se tiennent prêtes à toutes éventualités, et qu'elles conservent leurs disponibilités. C'est seulement plus tard, lorsque l'avenir sera mieux précisé, qu'elles pourront donner la mesure financière de leur sympathie pour la cause des Alliés; encore ne pourront-elles le faire que si les conditions locales leur en laissent la pleine liberté. La situation est identique sur le marché de Londres, et sur le nôtre, à cet égard. Il paraît même que des retraits importants ont eu lieu à destination de New-York. Mais, ce sont là des mouvements temporaires auxquels l'Angleterre a pu faire face sans la moindre difficulté, avec les ressources du dernier emprunt de 250 millions de dollars qu'elle a placé récemment aux Etats-Unis.

Le change espagnol est en baisse à 619, contre 622 le 31 janvier. Le marché de cette devise est devenu plus régulier depuis quelque temps; il n'enregistre plus de ces brusques variations dont le caractère exclusivement spéculatif n'était que trop évident. Il faudrait maintenant tâcher de ramener progressivement le cours moyen de la piastre à un niveau moins excessif. Le florin hollandais a varié, durant la semaine, entre 2.37 1/2 et 2.38; il clôture à ce dernier cours. Les changes scandinaves sont fermes: la Suède, à 1.72 1/2, contre 1.72 le 31 janvier; la Norvège, à 1.64 1/2, contre 1.63 1/2; le Danemark, à 1.60 1/2, contre 1.60. Le franc suisse, coté 1.16 le 31 janvier, a passé le 1^{er} février à 1.16 1/2 et maintient la même prime jusqu'au 7. La lire et le rouble se sont un peu relevés: la lire, de 80 à 83 1/2 le 6 février; elle clôture à 82 le 7; — le rouble, de 1.65 à 1.69 le 5 février; il clôture à 1.68. Ces deux dernières devises semblent avoir profité plus que les autres de l'amélioration de tendance provoquée par les nouvelles arrivées de

New-York. Leur marché reste très étroit et assez incertain.

La Turquie, après l'Autriche-Hongrie, emboîte le pas à l'Allemagne pour la réglementation du commerce des devises; le ministère ottoman des Finances a annoncé qu'à partir du 1^{er} février le commerce libre des changes sur les pays neutres serait interdit. Toutes opérations s'y rapportant sont soumises à l'autorisation de la Commission centrale des devises qui siège à la Banque Impériale Ottomane et se compose de deux délégués du ministère des Finances, de délégués de la Banque Impériale, de la Banque Nationale de Crédit, des verein, de la Deutsche Orientbank, de la Banque succursales de la Deutsche Bank, du Wiener Bank de Salonique et de la Banque Commerciale Hongroise. Les provinces devront également s'adresser à cette commission.

Cours des changes de New-York sur :

Table with columns for Pair, 16 juillet 1914, 9 janv. 1917, 16 janv. 1917, 23 janv. 1917, 30 janv. 1917, 6 fév. 1917. Rows include Paris, Londres, Berlin, Amsterdam.

Valeur en or à New-York de 100 unités-papier de monnaies étrangères

Table with columns for Unités, 16 juillet 1914, 9 janv. 1917, 16 janv. 1917, 23 janv. 1917, 30 janv. 1917, 6 fév. 1917. Rows include Paris, Londres, Berlin, Amsterdam.

Changes sur Londres à (Cours moyen du mercredi)

Table with columns for Valeurs à vue, Cable transfert, Valeurs à 90 jours de vue. Rows include Alexandria, Bombay, Calcutta, Hong-Kong, Shanghai, Buenos-Ayres, Montevideo, Rio-de-Jan., Valparaiso, Singapour, Yokohama.

Variations du mark à

Table with columns for New-York (pair: 95 3/8), Amsterdam (pair: 59 3/8), Genève (pair: 123 47). Rows include Cours, Parité, Perte %.

Le change sur Vienne à Genève est coté 51 », c'est-à-dire que la perte de la couronne est d'environ 51 43 %.

Métaux précieux et Escompte hors banque à Londres

Table with columns for Cours de l'or, Cours d'argent, Escompte hors banque. Rows include 6 août 1916, 6 sept. 1916, 6 oct. 1916, 6 nov. 1916, 6 déc. 1916, 6 janv. 1917, 6 fév. 1917.

LA SITUATION

Le gros événement de la semaine est la rupture des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et l'Allemagne, et la note envoyée par M. Wilson aux neutres afin de les engager à adopter sa politique à l'égard des torpillages allemands. Les réponses diffèrent naturellement, suivant la position géographique des pays; ainsi, le gouvernement fédéral suisse a accueilli avec un certain scepticisme les suggestions qui lui sont parvenues de divers côtés, au sujet d'une Ligue des neutres, qu'il envisage comme une conception théoriquement séduisante. De même, le Danemark a écarté la proposition Wilson, et, en ce moment, des délibérations ont lieu à Stockholm, entre les gouvernements scandinaves, en vue d'envoyer au gouvernement allemand une note collective protestant énergiquement contre la guerre sous-marine.

L'Espagne, dans une protestation aussi calme que ferme, a repoussé le prétendu droit de destruction que veut s'accorder l'Allemagne, et elle entend maintenir l'intégrité de sa souveraineté, afin que ne soit pas interrompu le cours de son existence nationale. Le Brésil a, également, envoyé une protestation à Berlin, et est décidé à entrer dans les vues du président Wilson. Toutefois, il n'y a pas encore rupture des relations diplomatiques.

L'Allemagne est, par conséquent, loin du résultat qu'elle espérait, et, au contraire d'avoir intimidé les neutres, elle n'a réussi qu'à recevoir d'eux une énergique protestation contre la sauvagerie et la barbarie avec laquelle elle prétend conduire, dorénavant, la guerre sous-marine.

En Allemagne, le peuple s'inquiète et s'énervé, malgré les rodomontades de Zimmermann, qui plastronne, d'autant plus que la détresse économique est grande, et les prévisions de récolte pour 1917, des plus mauvaises.

Aux Etats-Unis, le peuple est entièrement uni et décidé à faire face aux exigences allemandes, les armes à la main. D'importants crédits ont été votés, et des mesures sévères de protection prises contre la possibilité d'attentats allemands.

Pendant ce temps, se poursuit à Pétersbourg la conférence des Alliés, qui met tout en œuvre pour que l'unité d'action sur l'unité de front ne soit pas un vain mot.

M. Doumergue a reçu le rédacteur politique du Novoïé Vremia, et lui a exprimé son admiration profonde du patriotisme russe, dans lequel il voit le meilleur gage du triomphe final de la cause commune des alliés; il a ajouté qu'il comprend pourquoi nos ennemis ont cherché et cherchent si opiniâtrément à abattre cette force morale.

M. Doumergue a émis l'opinion que nous traversons la dernière et décisive période de la guerre: les actes chaotiques des Allemands en ces temps derniers le prouvent.

Parlant de la conférence des alliés, à Pétersbourg, M. Doumergue a mis en relief que jamais les sentiments de confiance réciproque, de solidarité, d'amitié n'ont été si parfaits.

« J'aurai un vif plaisir, a dit en terminant M. Doumergue, à dire en France tout ce que j'ai vu

en Russie, et je veux vous confirmer, me faisant le porte-voix de toute la nation française, que la confraternité des armes et le sang versé pour un idéal commun rendront définitivement indissoluble notre alliance historique. »

Le 7 courant, à l'ouverture du Parlement anglais, le roi d'Angleterre a lu le discours du trône, le troisième depuis le début des hostilités. Ce lui fut une occasion de remercier de nouveau la flotte, les armées britanniques et ses loyales colonies et les Dominions, et il a fortement exprimé l'idée de son peuple, en disant que les sourdes menées allemandes ne feront qu'affermir la résolution britannique de continuer la guerre jusqu'à la victoire finale.

LES ÉVÉNEMENTS DE LA GUERRE

Encore rien de décisif au point de vue militaire au cours de cette huitaine. Les coups de sonde se multiplient, sans fournir aucune indication immédiate sur les futures opérations.

Les Allemands s'efforcent, mais en vain, de trouver la trouée du côté d'Ypres, qui doit leur donner la route de Calais, mais leurs coups de mains réitérés trouvent la réponse. La lutte d'artillerie se poursuit dans les secteurs de Dixmude et de Ramscapelle.

Plus au sud, les troupes britanniques viennent de marquer un intéressant succès, en obligeant les Allemands à évacuer le village de Grandcourt, situé sur la voie ferrée d'Albert à Arras, sur la rive gauche de l'Ancre.

Depuis que nos alliés ont enlevé Thiepval, c'est Grandcourt qui constituait la pointe du saillant formé par les lignes ennemies sur la rive gauche de l'Ancre. La nouvelle avance met le front britannique à l'alignement, sur ce point, avec le Sars et Gueudecourt, et constitue une menace directe pour les positions que les Allemands tiennent encore sur la rive droite de l'Ancre.

Rien à dire d'important sur le front de Roumanie, où il ne s'agit que d'opérations de sondage analogues à celles que l'on enregistre sur notre front. On doit cependant noter la tentative de deux compagnies allemandes de prendre pied sur la rive gauche du Sereth, entièrement gelé, au sud-est de Focsani. Les Allemands n'ont pas tardé à replier bagage et à regagner l'autre rive. Mais il se peut qu'il ne s'agisse là pour l'archiduc Joseph que de tenter une expérience, sans qu'il soit possible d'en tirer d'autre indication pour le moment.

En Russie, bombardement intermittent sur la Berezina. L'ennemi a attaqué les tranchées russes près du village de Zaberezino, où il a réussi à s'emparer d'une île dans la rivière, ainsi que de retranchements peu importants d'où une contre-attaque de nos vaillants alliés l'en a rejeté.

Rien à signaler sur le front du Caucase.

Sur le front du Trentin il faut signaler une activité très intense des deux artilleries dans la vallée de l'Astico. Dans la vallée du Sagana, un détachement ennemi, essayant d'attaquer les positions italiennes avancées sur le torrent Maso, a été dispersé et mis en fuite, après avoir abandonné sur place des armes et des munitions. Sur le front de Giulia, duels d'artillerie. Quelques obus sont tombés sur Gorizia.

Un communiqué de l'Agence Stefani annonce que, sur sa demande, motivée par des raisons de santé, le duc des Abruzzes est remplacé dans le commandement de la flotte par le vice-amiral Thaon de Revel, qui, avec la charge de commandant en chef des forces navales mobilisées, assumera aussi celle de chef d'état-major de la marine.

suprêmes. Ils sont, d'autre part, susceptibles d'accroître, si cela était nécessaire, notre confiance dans l'issue de la lutte engagée. A ce titre, ils méritent de retenir l'attention de tous les politiques.

GRIBEAUVAL.

La Rupture entre les États-Unis et l'Allemagne

Le 31 janvier dernier, le gouvernement allemand a remis à tous les neutres sa fameuse note proclamant le blocus des côtes françaises, britanniques et italiennes, en même temps que sa décision de couler, sans avertissement ni distinction, tous les navires, quels qu'ils soient, qui se trouveraient dans les eaux des pays bloqués.

Par cette déclaration, l'Allemagne revenait sur toutes ses négociations antérieures avec les États-Unis et annulait d'un geste tous les engagements pris par elle depuis deux ans.

La réponse des États-Unis n'a pas tardé à venir. Le 4 février, le président Wilson a rappelé son ambassadeur à Berlin, a remis ses passe-ports au comte Bernstorff, ambassadeur d'Allemagne à Washington, notifiant que les relations diplomatiques des deux États étaient rompues. La prophétie de M. Lansing, déjà vieille de quelques semaines, que les États-Unis se trouvaient au seuil de la guerre, devient ainsi une réalité. Avec son incompréhension stupéfiante de toutes choses, avec son intelligence obtuse et son manque absolu de psychologie, le gouvernement allemand avait fini par se persuader que la patience des États-Unis était une renonciation définitive à toute protestation, et que leur magnanimité pouvait être considérée comme une acceptation éternelle de toutes les offenses aux droits de l'humanité et à leur propre dignité. Le réveil, à Berlin, a été cruel et, comme dans toutes les âmes primitives, la déception s'y résoud en fureur, cris de rage et menaces de mort.

Cependant, par la décision qu'il a prise, M. Wilson n'a fait qu'aller jusqu'à la conclusion logique et inéluctable de tous ses actes depuis le commencement de la piraterie allemande. Si, pour les Allemands, tout traité, quel qu'il soit, n'était un chiffon de papier, ils auraient compris que les promesses faites par eux, en avril 1916, après le torpillage du *Sussex*, devaient nécessairement amener, aujourd'hui, la rupture avec les États-Unis.

Qu'on lise la déclaration faite par M. Wilson au Sénat américain, si saisissante, si puissante par sa simplicité même : il ne cite que des textes et ces textes, par leur contenu et leur logique mêmes, arrivent mathématiquement à la décision qu'il a été contraint de prendre. Aucune diversion ni transaction n'est possible. Et autrefois, quand l'Allemagne avait offert aux États-Unis de régler sa propre conduite sur les concessions de la Grande-Bretagne, d'atténuer la barbarie de sa piraterie en raison du relâchement du blocus britannique, M. Wilson avait déjà nettement annoncé que les deux choses n'avaient, à ses yeux, aucune relation entre elles, qu'il devait juger chacune en elle-même et non dans ses rapports avec l'autre. L'Allemagne, au reste, dûment avertie, ne pouvait s'y tromper. Elle savait à quoi l'exposait son impudent défi. Et par la conscience même qu'elle avait de la gravité et du danger de son acte, on peut conclure qu'elle y a été contrainte par une situation sans issue, comme à une tentative désespérée.

L'acte de M. Wilson est, sans contredit, le plus important depuis l'entrée de la Grande-Bretagne dans la guerre. En rompant les relations diplomatiques de son pays avec l'Allemagne, le président des États-Unis a déclaré tenir « pour accordé que

tous les gouvernements neutres adopteront la même ligne de conduite que lui ». Le président des États-Unis n'a pas cru devoir dire sur quoi il fondait cette assurance. Cependant, jusqu'ici, aucun gouvernement neutre ne s'est joint aux États-Unis. Il semble qu'ils soient, tous, dans une période d'attente. Toutefois la note que vient d'envoyer le gouvernement espagnol à Berlin est des plus énergiques. La Hollande, plus gravement atteinte qu'aucune autre puissance, puisque tout son ravitaillement est entravé et que ses communications avec ses grandes colonies des Indes sont entièrement coupées, va protester également ; mais, sa situation de voisine faible de l'Allemagne la met dans une position particulièrement délicate et périlleuse. Quant aux États scandinaves, ils n'ont pas encore pris parti.

Les républiques de l'Amérique du Sud étudient, aussi, une ligne de conduite. Le gouvernement du Brésil est entièrement favorable à la cause des Alliés. Il se concerta avec ceux de l'Argentine et du Chili pour réaliser, au moins, l'union de l'Amérique latine.

La guerre sortira-t-elle inévitablement de la nouvelle attitude des États-Unis ? Nul ne saurait le prévoir. Tout ce qu'on peut dire, c'est que, si elle éclatait, elle aura été voulue par l'Allemagne, et non par les États-Unis. Mais l'irréparable n'est pas encore accompli. M. Wilson n'a encore donné qu'un avertissement — le dernier, évidemment, mais, enfin, c'est encore un avertissement. L'Allemagne est encore libre d'éviter la guerre et elle sait à quelles conditions. Si elle se conforme à ces conditions, ce sera la paix avec l'Amérique — mais au prix de quelle humiliante reculade pour elle ! Si, au contraire, elle va jusqu'au bout de la faute irréparable, c'est la guerre, et avec quelle aggravation de périls pour l'Empire !

Aux États-Unis on ne doute pas que ce ne soit, à bref délai, la guerre. Telle est la fureur qui agite toute l'Allemagne qu'elle ira certainement aux actes les plus extrêmes. Au surplus, nous savons depuis deux jours, par les déclarations de ses hommes d'État, sur qui pèse la responsabilité des événements, qu'elle est décidée à la guerre sous-marine à outrance, quelles qu'en puissent être les conséquences. M. Zimmermann, ministre des Affaires étrangères ; M. Helfferich, ministre de l'Intérieur ; le général von Stein, ministre de la Guerre, ont pris soin de déclarer que rien ne fera plus reculer l'Allemagne dans la voie de la terro-risation où elle s'est délibérément engagée. Et de là on peut tirer deux conclusions : que l'Allemagne ne voit décidément plus d'autre moyen d'écartier la catastrophe finale et qu'elle est réduite aux actes les plus désespérés ; qu'il entre dans un plan, connu encore d'elle seule, de provoquer un conflit armé avec les États-Unis et qu'elle y cherche un avantage sur lequel nous ne tarderons pas à être fixés.

Quoi qu'il en soit, l'Allemagne a franchi le Rubicon, sur les bords duquel elle hésitait depuis un an, et le président Wilson a été forcé de faire le geste de justicier qu'il avait eu l'illusion de pouvoir éviter. Une ère nouvelle est ouverte pour la guerre et, sans doute, aussi pour le monde. Dès maintenant, l'attitude des États-Unis a apporté aux Alliés un puissant réconfort moral et une grande aide matérielle. La plus grande démocratie du monde s'est rangée à leurs côtés au nom de l'humanité et de la justice ; la nation la plus riche et la plus industrielle les assure de son indéfectible concours. En outre, l'État le plus pacifiste, le plus ennemi des guerres, celui qui a le plus fait pour le règne de l'entente et de l'arbitrage, prend les armes pour défendre leur cause. C'est assez dire de quel côté se trouve, aujourd'hui, la justice et se trouvera, demain, la victoire.

Georges BOURGAREL.

La Question de la Main-d'œuvre agricole

La question de la main-d'œuvre agricole vient d'entrer dans une phase nouvelle et est, actuellement, à l'ordre du jour du Gouvernement qui, nous n'en doutons pas, apportera toute son attention à trouver la meilleure solution à une situation dont dépend notre agriculture, l'une des plus grandes sources de richesse de la France. Point n'est besoin de souligner l'extrême importance de cette question pour notre pays, dont la prospérité économique est si étroitement liée à la production agricole.

M. Fernand David, ancien ministre, qui avait accepté, à la demande du ministre du Commerce et de l'Agriculture, de prendre la haute direction et le contrôle général de la main-d'œuvre agricole, vient de faire connaître à M. Clémentel qu'il renonçait à assumer cette responsabilité. M. Fernand David a pris cette décision à la suite du rejet, par la Chambre, au cours de la séance de samedi dernier, de l'amendement qu'il avait proposé, tendant à mettre à la disposition de l'agriculture les cultivateurs, viticulteurs et maraichers appartenant aux classes 1890 et 1891, ainsi que les R. A. T. employés comme auxiliaires, et les pères de quatre enfants.

Dans la lettre par laquelle M. Fernand David informe le ministre de sa décision, il lui expose, pour la justifier, que la politique agricole du gouvernement, étant donné le rejet de son amendement, ne lui paraît pas être conforme à celle sur laquelle l'accord s'était fait entre la commission et le ministre de l'Agriculture.

M. Clémentel, se rangeant aux raisons invoquées par M. Fernand David, a, dès lors, décidé de confier le contrôle général de la main-d'œuvre agricole à un haut fonctionnaire de l'administration.

C'est M. Daniel Zolla, professeur à l'École de Grignon, qui a été chargé d'organiser, au ministère de l'Agriculture, un important service de propagande et de publicité, afin de mettre en rapport les divers organismes, comme l'office de la main-d'œuvre, la motoculture, etc., avec les agriculteurs, et de fournir à ceux-ci toutes les indications nécessaires sur les moyens mis à leur disposition.

Le premier acte de M. Zolla sera d'adresser, par voie d'affiche, un pressant appel à la population agricole, en vue d'engager les paysans et les femmes de mobilisés à redoubler d'efforts, afin d'intensifier la production et le rendement du sol national.

**

L'importance capitale de la grave question de la main-d'œuvre agricole, dont nos pouvoirs publics s'occupent activement en ce moment, avait déjà été exposée, avec des faits probants à l'appui, par notre directeur, M. Edmond Théry, dans une communication faite le 4 octobre dernier à l'Académie d'Agriculture de France (1).

On peut admettre que la mobilisation et le travail intensif des usines de guerre ont enlevé près des deux tiers de la population travaillant à la terre. Le travail supplémentaire que les femmes, les vieillards et les enfants ont apporté n'a compensé qu'en faible partie le travail des absents, et une enquête personnelle de notre directeur lui permettrait alors d'affirmer que la puissance du travail humain consacré à la culture était réduite en France d'environ la moitié par rapport à ce qu'elle était avant la guerre.

Les bêtes de somme et les attelages réquisitionnés ont pu être en partie remplacés par des chevaux et des mulets réformés, en provenance de

Voir l'Economiste Européen, nos 1286 et 1287 des 27 octobre et 3 novembre 1916.

l'armée française ou de l'armée anglaise, et par quelques importations directes d'Espagne et d'Amérique.

Malheureusement il ne pouvait en être de même pour la main-d'œuvre proprement dite, et pour venir en aide à la culture nationale, un certain nombre de prisonniers de guerre ont été distraits des travaux divers auxquels on les occupait pour être mis à la disposition du ministère de l'Agriculture, qui les a employés aux travaux de fenaison, de moisson, de vendanges, etc.

On a également utilisé la main-d'œuvre d'origine militaire, mais dans une mesure peu importante, car les sources auxquelles cette main-d'œuvre s'alimentait, auxiliaires, inaptés, R. A. T. du service armé, se tarissaient de jour en jour, par suite de sa limitation aux effectifs que les nécessités du service laissent disponibles dans les dépôts.

Par conséquent, notre agriculture nationale, malgré le désir des autorités militaires de lui venir en aide, ne peut tirer qu'un secours très précaire et très incertain de la main-d'œuvre militaire. Ce sont ces considérations qui ont amené M. Fernand David à demander, au nom de la Commission de l'Agriculture, à la Chambre, lors de la discussion des effectifs, de mettre à la disposition de l'agriculture les cultivateurs, viticulteurs et maraichers appartenant aux classes 1890 et 1891, les R. A. T. employés comme auxiliaires et les pères de quatre enfants, soit environ 235.000 hommes.

Mais les arguments d'ordre militaire soulevés, contre cette conception, par le ministre de la Guerre, malgré son désir le plus vif d'assurer le juste équilibre entre les besoins du front et la nécessité d'assurer la vie économique du pays, ont convaincu la Chambre, et M. Fernand David, après avoir été désisté de son amendement, a été amené à donner sa démission de contrôleur général de l'agriculture.

**

Le *Journal officiel* du 30 janvier a publié les résultats de l'enquête du ministère de l'Agriculture sur les ensemencements d'automne, à la date du 1^{er} janvier 1917. Ces résultats doivent appeler l'attention. Ils nous révèlent, en effet, que pour le blé, la surface ensemencée présente une diminution, sur 1916, de 757.000 hectares, soit 15 % ; pour le seigle et l'avoine, une différence en moins, de 93.000 hectares et 34.000 hectares, respectivement. Seuls, l'orge et le méteil présentent une légère augmentation, 11.000 hectares environ, dont 10.000 pour l'orge.

De sorte que, si l'on fait le total de toutes ces différences d'une année à l'autre, on constate que la surface ensemencée à l'automne, en céréales, est inférieure de 874.000 hectares à celle ensemencée en 1916, différence encore plus considérable que celle constatée dans la première année de guerre.

Il faut dire, cependant, que l'automne dernier a été particulièrement défavorable, par suite de l'humidité qui a régné pendant trois mois. Ce mauvais état de cultures, s'ajoutant aux difficultés de main-d'œuvre, à la pénurie du bétail de trait, au manque d'engrais, crée, actuellement, une situation assez critique pour notre agriculture nationale, et le résultat, qu'indiquent les chiffres ministériels, n'en est pas moins inquiétant pour l'avenir. Il est désormais certain, qu'à moins de circonstances exceptionnellement favorables au printemps, la récolte de 1917 accusera un déficit important sur la précédente qui, comme on le sait, était déjà insuffisante pour nos besoins.

Pourtant des évaluations officieuses basées sur les statistiques citées plus haut, et en prenant le chiffre de 11 quintaux comme rendement moyen du blé, à l'hectare qui, comme on le sait, oscille entre 11 et 13 quintaux, laisseraient prévoir une ré-

	1916-17	1915-16
	(En tonnes)	
Belgique.....	90.000	112.947
Suède.....	150.000	127.315
Danemark.....	120.000	125.200
Italie.....	150.000	230.000
Espagne.....	90.000	160.000
Suisse.....	4.000	4.000
Roumanie.....	15.000	31.000
Bulgarie.....	15.000	22.000
Angleterre.....	»	8.000
	5.039.000	5.074.857

Nous nous permettons de faire, au sujet de cette estimation, les quelques observations qui suivent, ajoute notre confrère, la *Circulaire hebdomadaire du Syndicat des Fabricants de Sucre de France* :

« L'écart serait minime, d'après ces chiffres. Il y a lieu de faire remarquer que la production française exprimée en sucre brut dépassera l'évaluation ci-dessus. Nous ne pensons pas que la fabrique anglaise chôme cette campagne, mais nous n'avons pas de renseignements récents à son égard. La Serbie paraît provisoirement hors d'état de prendre part à la production du sucre de betterave. »

D'après les statistiques de la *National City Bank*, les Etats-Unis ont exporté en 1916 pour \$ 100 millions de sucre raffiné contre \$ 43 millions en 1915, \$ 18 millions en 1914, et moins de \$ 2 millions en 1913. 4.875.000 tonnes de sucre brut ont été traitées par les raffineries en 1916, dont 2.500.000 tonnes importées de Cuba, 625.000 tonnes de Hawaï, 500.000 tonnes de Porto-Rico, 125.000 tonnes des Philippines et 1 million 125.000 tonnes de provenance américaine. Les importations de sucre brut sont évaluées à \$ 355 millions. Les exportations ont atteint 875.000 tonnes, ce qui laisse pour la consommation locale 4.000.000 de tonnes. Toutefois, les hauts prix ont produit une diminution de 250.000 tonnes dans la consommation locale.

Laines. — En Angleterre, pendant l'année qui vient de se terminer, les prix de la laine brute ont accusé une hausse constante, qui se traduit par une plus-value de 25 à 50 %, selon les qualités.

La quantité de laine coloniale mise aux enchères publiques à Londres en 1916 a été de 710.300 balles, soit une diminution de 362.000 balles sur 1915. Ce fait s'explique par l'augmentation des transactions conclues directement en Australie. Les achats pour compte anglais accusent une diminution considérable sur ceux de 1915, tandis que les achats des pays alliés ont été beaucoup plus élevés. Les Etats-Unis n'ont pas pu traiter en raison de la suspension des licences d'exportation à destination de ce pays.

A Bradford, fin janvier dernier, l'industrie lainière a encore été troublée par les exigences, bien compréhensibles, d'ailleurs, du Gouvernement anglais. Il est devenu évident pour les filateurs que leur production pour l'armée devra être rapidement augmentée et jusqu'à ce qu'on sache dans quelle proportion la production pour la population civile en sera influencée, on ne tiendra pas à prendre de nouveaux engagements. On a demandé aux peigneurs quels sont les peignés qu'il pourraient fournir au Gouvernement, pour des besoins très urgents, et à des prix sensiblement au-dessous de ceux du jour. Ce fait déprime le marché, car on craint que les peignés ne soient pris, s'ils ne sont pas donnés volontairement à de plus bas prix. En attendant, pour la consommation civile, les prix sont nominaux.

PETITES NOUVELLES

◆◆ L'action du *Crédit Foncier* reproduit son cours de 685.

Transactions très actives sur les obligations foncières et communales. Les communales 1906 et 1912, qui participeront au tirage du 22 courant, sont demandées respectivement à 366 et 198. Ce tirage comporte, notamment, 1 lot de 200.000 francs et 1 lot de 100.000 francs pour un montant total de 537.000 francs.

◆◆ La dernière partie du rapport général de M. Havy sur les « Réformes à apporter au Régime économique de la France », a été lue devant les membres du Conseil de Direction du « Comité Républicain du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture » qui ont adopté à l'unanimité les vœux suivants :

1° Convention commerciale entre la France et l'Italie, prenant pour bases réciproques la suppression des tarifs de guerre sur les soies et soieries pour ramener ces droits aux taxes les plus réduites dans les pays respectifs. Cette convention fixera des exemptions de droits ou des droits réduits pour les produits français ou italiens susceptibles de remplacer en Italie ou en France des produits allemands évincés par des surtaxes.

2° Convention commerciale entre la France et la Russie reprenant dans le tarif des douanes russes les articles, intéressant le commerce français, visés dans la convention du 16/29 septembre 1905, pour apporter à ces droits d'importantes réductions. Ladite convention porterait en outre stipulation d'une nouvelle réglementation douanière en ce qui concerne le dénouement des marchandises et le règlement des litiges, le traitement des voyageurs de commerce et l'établissement de bureaux de douane russes en France. Cette convention fixera des exemptions de droits ou des droits réduits pour les produits français ou russes susceptibles de remplacer, en Russie ou en France, des produits allemands évincés par des surtaxes.

Marché Financier

Paris, le 8 février 1917.

Bourse peu active, mais néanmoins soutenue. Depuis la rupture des relations diplomatiques entre l'Allemagne et les Etats-Unis le marché suit l'allure de Wall Street, naturellement réservé. A partir d'aujourd'hui, afin de faciliter les transactions sur les certificats de prêts à l'Etat, qui n'ont pas encore été négociés depuis la création de la rubrique spéciale à la cote officielle, la Chambre Syndicale des Agents de Change a décidé que les teneurs de carnet au comptant seront autorisés à donner aux coteurs leurs limites d'achat ou de vente, ce qui ne s'était pas pratiqué jusqu'à présent.

Parmi les derniers cours cotés nous relevons :

Au Parquet. — Au comptant : 3 %, 62.25 ; 5 %, 87.60 ; Banque de Paris et des Pays-Bas, 1045 ; Crédit Lyonnais, 1200 ; Actions Est, 750 ; P.-L.-M., 1025 ; Nord, 1350 ; Orléans, 1115 ; Boleo, 1005 ; Pennaroya, 2265 ; Suez, 4401 ; Extérieure, 100 ; Russe 5 % 1906, 83.50 ; Rio Tinto unités, 1755 ; Briansk, 445 ; Prowodnik, 520 ; Bergougnan, 1275 ; Montbard-Aulnoye, 401 ; Tréfileries du Havre, 327.

Marché en Banque. — Au comptant : Toula, 1310 ; Bakou, 1755 ; Maltzoff, 540 ; De Beers, 360.50 ; Cape Copper, 121 ; Mount Elliott, 144 ; Modderfontein B, 206 ; Mexico, 124 ; Malacca, 125.

L'Administrateur-Gérant : GEORGES BOURGAREL.

Paris.— Imprimerie de la Presse, 16, rue du Croissant. — SIMART, imp.